



Conseil de sécurité

Soixante-dix-septième année

Provisoire

9040^e séance

Lundi 23 mai 2022, à 15 heures

New York

Présidente : M^{me} Thomas-Greenfield (États-Unis d'Amérique)

Membres :

Albanie	M ^{me} Dautllari
Brésil	M. Coraiola Yinde Kloss
Chine	M. Dai Bing
Émirats arabes unis	M ^{me} Nusseibeh
Fédération de Russie	M ^{me} Evstigneeva
France	M ^{me} Broadhurst Estival
Gabon	M. Biang
Ghana	M. Nyarku
Inde	M. Raguttahalli
Irlande	M ^{me} Byrne Nason
Kenya	M. Kiboino
Mexique	M ^{me} Buenrostro Massieu
Norvège	M ^{me} Heimerback
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	M. Kariuki

Ordre du jour

La situation en Somalie

Rapport du Secrétaire général sur la Somalie (S/2022/392)

Ce procès-verbal contient le texte des déclarations prononcées en français et la traduction des autres déclarations. Le texte définitif sera publié dans les *Documents officiels du Conseil de sécurité*. Les rectifications éventuelles ne doivent porter que sur le texte original des interventions. Elles doivent être indiquées sur un exemplaire du procès-verbal, porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être adressées au Chef du Service de rédaction des procès-verbaux de séance, bureau U-0506 (verbatimrecords@un.org). Les procès-verbaux rectifiés seront publiés sur le Système de diffusion électronique des documents de l'Organisation des Nations Unies (<http://documents.un.org>)



La séance est ouverte à 15 h 10.

Adoption de l'ordre du jour

L'ordre du jour est adopté.

La situation en Somalie

Rapport du Secrétaire général sur la situation en Somalie (S/2022/392)

La Présidente (*parle en anglais*) : Conformément à l'article 37 du règlement intérieur provisoire du Conseil, j'invite le représentant de la Somalie à participer à la présente séance.

Conformément à l'article 39 du règlement intérieur provisoire du Conseil, j'invite les personnalités suivantes, appelées à présenter un exposé, à participer à la présente séance : M. James Swan, Représentant spécial du Secrétaire général et Chef de la Mission d'assistance des Nations Unies en Somalie ; et M. Francisco Caetano José Madeira, Représentant spécial pour la Somalie de la présidence de la Commission de l'Union africaine et Chef de la Mission de l'Union africaine en Somalie.

Le Conseil de sécurité va maintenant aborder l'examen de la question inscrite à son ordre du jour.

J'appelle l'attention des membres du Conseil sur le rapport du Secrétaire général sur la situation en Somalie, publié sous la cote S/2022/392.

Je donne à présent la parole à M. Swan.

M. Swan (*parle en anglais*) : Je remercie les membres du Conseil de sécurité de l'occasion qui m'est donnée de leur présenter un exposé sur la situation en Somalie. Je suis heureux de me retrouver une fois de plus aux côtés du Représentant spécial pour la Somalie de la présidence de la Commission de l'Union africaine, l'Ambassadeur Francisco Madeira.

La conclusion du processus électoral en Somalie la semaine dernière est une étape très importante pour le pays. L'élection à la présidence a fait suite à un processus de sélection des membres du corps législatif qui s'est avéré excessivement long et litigieux. Cependant, une fois que les sénateurs et les députés ont prêté serment le 14 avril, ils ont rapidement élu le Président et les deux Vice-Présidents de chaque chambre du Parlement, puis préparé l'élection présidentielle. Le 15 mai, Hassan Sheikh Mohamud a été élu dixième Président de la Somalie avec une marge confortable, au cours d'une session commune du Parlement qui s'est déroulée de

manière pacifique, ordonnée et respectueuse des règles de procédure. Le Président sortant, Mohamed Abdullahi Mohamed Farmajo, a accepté de bonne grâce la victoire de son successeur qu'il a félicité, tout en lui promettant son soutien. Le nouveau Président a immédiatement prêté serment, et le résultat a été pleinement accepté.

Comme le Conseil de sécurité l'a fait observer à de nombreuses reprises, il est grand temps que les dirigeants somaliens laissent derrière eux la longue bataille politique pour se concentrer sur les priorités nationales urgentes. Le 18 mai, le Président Hassan Sheikh Mohamud m'a fait l'honneur de me présenter directement ses objectifs immédiats. Il a mis l'accent sur la réconciliation nationale, l'amélioration des relations entre l'administration centrale et les États membres de la fédération, la lutte contre la menace que représente les Chabab pour la sécurité, l'achèvement de la révision constitutionnelle et des réformes judiciaires, la rédaction des lois relatives aux élections, le respect des exigences des institutions financières internationales en matière d'allègement de la dette et l'attention urgente à accorder aux conditions de sécheresse extrême. Nous pensons qu'il s'agit là d'une bonne liste de priorités initiales et attendons avec intérêt d'en apprendre davantage à mesure que les nouveaux dirigeants prendront leurs fonctions et qu'un nouveau premier ministre ainsi que les nouveaux membres du Gouvernement seront nommés dans les semaines à venir. L'ensemble du système des Nations Unies en Somalie est prêt à travailler avec le nouveau Gouvernement pour atteindre ces objectifs communs.

Bien que nous nous réjouissons que les élections aient été menées à bien et que nous attendions avec intérêt des avancées sur d'autres questions, nous devons être lucides quant aux lacunes des premières étapes du processus. Contrairement à ce que prévoit la Constitution provisoire de la Somalie, le peuple somalien n'a pas eu la possibilité de voter pour les membres de la Chambre du peuple selon le principe « une personne, une voix ». Les femmes n'occupent que 21 % des sièges du Parlement, bien loin de l'objectif de 30 % fixé par les Somaliens eux-mêmes. De nombreuses irrégularités dans la sélection des membres du Parlement ont été constatées tout au long du processus, qui a été à plusieurs reprises entaché d'actes de violence tragiques ayant fait de nombreuses victimes civiles. Nous appelons les dirigeants somaliens à faire mieux pour leur peuple lors du prochain cycle électoral. L'Organisation des Nations Unies se tient prête à appuyer ces efforts.

Les conditions de sécurité en Somalie restent très instables. Profitant des tensions politiques internes, les Chabab ont, au cours des derniers mois, poursuivi leur mode d'action et concentré leurs attaques sur Mogadiscio, l'État du Sud-Ouest et le Hirshébeli. La série d'actes meurtriers survenus en mars et avril donne à penser qu'il s'agissait d'une tentative de perturber les phases finales du processus électoral.

Je salue le courage et la ténacité des forces de sécurité somaliennes et des forces de la Mission de transition de l'Union africaine en Somalie (ATMIS) qui ont sécurisé le processus électoral et ont été les plus touchées par les attaques meurtrières des Chabab, pendant et après le processus. Je tiens tout particulièrement à présenter mes condoléances pour les pertes subies à la suite de l'attaque complexe perpétrée le 3 mai par les Chabab contre la base opérationnelle avancée de l'ATMIS à Ceel Baraf, dans la région du Moyen-Chébeli.

Depuis que l'ATMIS a remplacé officiellement la Mission de l'Union africaine en Somalie (AMISOM) le 1^{er} avril, conformément à la résolution 2628 (2022), les responsables de la sécurité somaliens et de l'Union africaine se sont fortement concentrés sur la sécurité électorale. L'ONU a pris des mesures sur le plan technique pour réfléchir avec le Gouvernement fédéral somalien et l'ATMIS à la voie à suivre concernant la mise en œuvre du Plan de transition de la Somalie et du mandat de l'ATMIS. Maintenant que les élections sont terminées, il est important de redynamiser les structures précédemment approuvées par le Comité de sécurité et de justice pour favoriser la coordination, donner la priorité à la constitution et à l'intégration des forces, mobiliser les ressources et renforcer les capacités des forces de sécurité somaliennes. J'appelle le nouveau Gouvernement à faire preuve d'une volonté politique et d'un leadership sans faille pour mener à bon port la transition convenue en matière de sécurité.

Le Bureau d'appui des Nations Unies en Somalie (BANUS) continue, comme le prévoit son mandat, de fournir un appui aux forces de l'ATMIS et a mis en place et doté en personnel une cellule pour la transition afin de s'assurer qu'il est en mesure de répondre aux besoins de la nouvelle mission de l'Union africaine. Le BANUS continue également d'appuyer les forces somaliennes, conformément à son mandat, bien qu'à des niveaux réduits en raison de l'amenuisement des ressources du fonds d'affectation spéciale des Nations Unies à l'appui des forces de sécurité somaliennes.

Nous remercions ceux qui ont généreusement offert leur appui et appelons nos partenaires à verser de nouvelles contributions au fonds d'affectation spéciale. Nous aimerions également avoir plus de clarté sur les plans de financement des futurs besoins de l'ATMIS qui ne sont pas actuellement couverts.

La situation humanitaire en Somalie se dégrade après une quatrième mauvaise saison des pluies consécutive. Le nombre de personnes touchées par la sécheresse est passé à 6,1 millions. Le pays est confronté à un risque accru de famine localisée dans six régions si les prix des denrées alimentaires continuent d'augmenter et si l'aide humanitaire n'est pas maintenue.

Les organisations humanitaires ont intensifié leurs activités, donnant la priorité aux populations les plus vulnérables et se concentrant sur la prévention de la famine. Pourtant, nous sommes presque à la moitié de l'année et le plan d'aide humanitaire pour 2022 n'est financé qu'à hauteur de 15 % par rapport au montant total de 1,45 milliard de dollars demandé. Nous demandons de toute urgence des contributions supplémentaires.

Le 26 avril, à Genève, une table ronde de donateurs de haut niveau a attiré l'attention sur les besoins humanitaires dans la Corne de l'Afrique, notamment en Somalie. Nous sommes reconnaissants aux donateurs pour leurs promesses et engagements. Cependant, si nous n'obtenons pas immédiatement les fonds nécessaires pour intensifier les opérations humanitaires, nous risquons d'essuyer de lourdes pertes en vies humaines dans la période à venir. Tout en nous attachant aujourd'hui à sauver des vies et à prévenir la famine, nous devons également renforcer la résilience, le développement et l'action climatique afin que les personnes touchées par des crises récurrentes puissent s'adapter et prospérer à l'avenir.

Dans toutes les activités menées par le système des Nations Unies en Somalie, nous sommes guidés par les principes du respect des droits humains et de la pleine inclusion des femmes, des jeunes et des groupes marginalisés. Nous continuons d'appliquer rigoureusement la politique de diligence voulue en matière de droits humains et nous menons des activités de sensibilisation en faveur de la protection des droits humains et nous apportons un soutien technique à cet égard. L'ONU et le Gouvernement ont commencé à mettre en œuvre le programme phare pour les femmes et la paix et la protection, financé par le Fonds pour la consolidation de la paix. Ce programme encourage une véritable participation des femmes aux processus

de consolidation de la paix et la protection des femmes et des filles contre les violences sexuelles commises en période de conflit. Pour ce qui est des jeunes, l'ONU continue d'en tenir compte dans le processus électoral, la médiation et le contrôle civil du secteur de la sécurité.

En conclusion, je tiens à souligner que l'achèvement du processus électoral le 15 mai offre à la Somalie l'occasion tant attendue de progresser sur d'autres questions nationales urgentes et prioritaires. Nous appelons les dirigeants somaliens à œuvrer de concert dans un esprit de collaboration et de volonté nationale. Nous appelons les amis et partenaires internationaux de la Somalie, y compris ceux représentés au Conseil de sécurité, à offrir un appui et des encouragements constructifs. Travaillons ensemble pour saisir l'occasion qui se présente en Somalie.

La Présidente (*parle en anglais*) : Je remercie M. Swan de son exposé.

Je donne maintenant la parole à M. Madeira.

M. Madeira (*parle en anglais*) : Je vous remercie, Madame la Présidente, de me donner la parole pour présenter un exposé au Conseil de sécurité sur la Somalie. Qu'il me soit tout d'abord permis de vous féliciter, vous et votre pays, les États-Unis d'Amérique, pour votre accession à la présidence du Conseil de sécurité pour le mois de mai.

Le principal fait nouveau survenu en Somalie au cours de la période considérée, c'est la conclusion du long et laborieux processus électoral, qui a débouché, le 15 mai dernier, sur l'élection du Président de la République fédérale de Somalie, dans un climat pacifique et positif. Au nom du Président de la Commission de l'Union africaine et de la Mission de transition de l'Union africaine en Somalie (ATMIS), je tiens à féliciter une nouvelle fois le Président Hassan Sheikh Mohamud de sa victoire et à exprimer notre gratitude au Président sortant, M. Mohamed Abdullahi Mohamed, qui a accepté les résultats des élections, félicité son successeur, lui a serré la main et s'est engagé à l'appuyer. Ce transfert pacifique du pouvoir, qui consolide et honore une pratique qui est désormais une tradition politique en Somalie, crée les conditions permettant de faire progresser le dialogue politique national et d'ancrer la réconciliation.

Pour accomplir ces tâches importantes, le Gouvernement fédéral et les États membres de la fédération devront collaborer. À cet égard, il m'est agréable de constater que la nouvelle Administration

engage déjà le dialogue avec les dirigeants régionaux sur des questions nationales essentielles. Alors qu'un nouveau Parlement a été élu et que la légitimité des dirigeants a été confirmée par les représentants du peuple, un nouveau chapitre de l'histoire de la Somalie peut désormais s'écrire, un chapitre placé sous le signe de l'espoir, des perspectives et de la détermination d'un peuple qui a su préserver son identité et ses particularités contre vents et marées ; un peuple qui est resté inébranlable, résilient et déterminé à se réconcilier avec lui-même et à mettre fin à la guerre, à instaurer la paix, à développer le pays et à permettre à la Somalie de retrouver son lustre d'antan et plus encore.

Dans ce processus, malgré la solide campagne en faveur d'une représentation accrue des femmes au Parlement fédéral, le quota minimum de 30 % de femmes n'a pas été atteint. C'est une source de préoccupation, alors que nous avons pris l'engagement commun, dans le cadre de l'Agenda 2063 de l'Union africaine, de garantir l'égalité des genres et d'en faire une priorité.

Toutefois, nous nous félicitons de l'élection de la première femme Vice-Présidente de la Chambre du peuple, Sadia Yasin Haji Samatar. L'ATMIS est fière d'avoir grandement contribué au processus électoral grâce à un appui qui a pris diverses formes, en particulier un appui indispensable à la sécurité électorale aux côtés des forces de sécurité somaliennes à Dhuusamarreeb, à Jawhar, à Beledweyne, à Baidoa, à Baraawe, à Kismayo, à Gedo et à Mogadiscio. Ensemble, nous avons pu organiser, dans le calme, une élection présidentielle pacifique et sûre, malgré un contexte de menaces et d'attaques répétées des Chabab, y compris le jour de l'élection présidentielle, qui avaient pour but de créer un climat de déstabilisation et de violence, de faire échouer le processus et, en définitive, d'empêcher la tenue du scrutin. Mais cela ne s'est pas produit.

Le Président Hassan Sheikh Mohamud a fait campagne sous le slogan de la réconciliation des Somaliens et de leur réconciliation avec le monde. Dans son programme électoral, il a mis l'accent sur la libération du pays des Chabab, sur l'ouverture des itinéraires principaux de ravitaillement, sur la garantie que les forces de sécurité resteront républicaines et ne s'ingéreront pas dans les processus politiques, sur le rétablissement de la justice et sur la mise en place d'un système de gouvernance fondé sur la Constitution et la réconciliation sociale, ainsi que sur le fait de donner la priorité aux questions humanitaires, à la

démocratisation, au développement économique et à une politique étrangère volontariste.

Même si nous devons encore nous familiariser avec les détails de la transformation de ces objectifs politiques en programmes et plans gouvernementaux, l'esprit qui sous-tend les politiques de paix est tout à fait en phase avec les ambitions de l'Agenda 2063 de l'Union africaine et du mandat de l'ATMIS, comme cela a été souligné à l'occasion de la 1 068^e réunion du Conseil de paix et de sécurité de l'Union africaine, tenue le 8 mars, et correspond exactement à l'enjeu de la résolution 2628 (2022), adoptée le 31 mars.

Contribuer à autonomiser les forces de sécurité somaliennes et les aider à constituer des forces ; reconfigurer et exécuter le plan de transition de la Somalie ; appuyer les efforts visant à affaiblir et éliminer les Chabab et les autres groupes armés illégaux ; ouvrir les itinéraires principaux de ravitaillement pour permettre aux personnes et aux biens de circuler librement et en toute sécurité dans tout le pays, ce qui favorisera la croissance économique et le développement social ; avoir recours aux bons offices de l'Union africaine par l'intermédiaire de l'ATMIS pour faciliter le parachèvement de la Constitution ; promouvoir la justice ; normaliser les relations avec tous les États membres de la fédération ; promouvoir la réconciliation, la bonne gouvernance et la démocratie ; et organiser d'ici à 2026 un vote au suffrage universel selon le principe « une personne, une voix » sont autant de mesures qui donnent corps à l'ATMIS et justifient sa présence en Somalie.

L'ATMIS se reconnaît dans les objectifs de paix, et nous nous tiendrons aux côtés du Gouvernement somalien et de son peuple dans leur marche en avant afin que ces aspirations et ces objectifs se concrétisent. Le moment est venu pour la communauté mondiale de se mobiliser activement et de manière constructive pour aider le Président de la Somalie et son gouvernement alors qu'ils entament avec confiance leur long parcours vers la réalisation du principe « une personne, une voix » pour consolider la démocratie et la bonne gouvernance dans le pays.

Tout au long du processus électoral, les Chabab ont intensifié leurs activités déstabilisatrices asymétriques, qui ont notamment pris la forme d'attaques commises au moyen d'engins explosifs improvisés, d'attaques d'exploration, d'attaques à la grenade et au mortier, d'embuscades et d'assassinats ciblés de hauts responsables gouvernementaux, de membres des forces

de sécurité, de civils et de représentants et fonctionnaires électoraux. Nous avons également observé un accroissement des activités liées à l'infiltration par les Chabab d'agents des Amniyat dans les grandes villes, en particulier Mogadiscio, de l'extorsion, de la surveillance des forces amies sur le terrain, des bases opérationnelles avancées et des itinéraires principaux de ravitaillement, ainsi que du recrutement et de la formation de militants.

À Mogadiscio, le 23 mars, un groupe de combattants armés des Chabab, déguisés en uniformes militaires, s'est infiltré dans la zone de l'aéroport international Aden Adde et a attaqué le complexe de SafeLane Global. L'attaque a fait cinq morts, dont trois employés internationaux de SafeLane et un agent de police somalien. Le 19 février, un engin explosif improvisé porté par une personne a explosé à l'intérieur d'un restaurant à Beledweyne, tuant au moins 18 personnes, dont des fonctionnaires. L'attaque s'est produite alors qu'une réunion de campagne de représentants électoraux et autres responsables était en cours.

Le 23 mars, un kamikaze des Chabab s'est fait exploser près du siège de l'administration du Hiraan alors que des activités électorales étaient en cours. Cette explosion a été suivie d'un attentat au véhicule piégé qui a fait au moins 50 morts, dont la députée Amina Mohamed Abdi. Les activités des Chabab ont pris d'autres formes, notamment des attaques simultanées contre les bases opérationnelles avancées de l'AMISOM. Dans ce contexte, en février, les Chabab ont mené une attaque coordonnée contre la base opérationnelle avancée de l'ATMIS située à El Baraf, au moyen de divers engins explosifs improvisés disponibles.

Ces attaques audacieuses et de plus en plus nombreuses illustrent clairement la résurgence des Chabab, qui continueront de poser de multiples problèmes pour la Somalie et l'ATMIS. Il est donc urgent de prendre des mesures robustes et adéquates pour contrer ce groupe. À cet égard, la création de l'ATMIS le 1^{er} avril a été suivie d'activités de transition réalisées en étroite collaboration avec le Gouvernement fédéral et axées principalement sur les opérations de perturbation menées par l'ATMIS et les forces de sécurité somaliennes dans toute la Somalie, la sécurisation des grandes agglomérations et des axes d'approvisionnement, le mentorat et la formation des forces de sécurité somaliennes et le travail de planification et de coordination.

Dans le cadre de nos activités de planification, nous continuons d'organiser des réunions régulières avec les forces armées somaliennes, notamment la tenue durant le premier trimestre d'une conférence des commandants de secteur en mars. Pour commencer à mettre pleinement en œuvre les éléments de la transition, conformément à la résolution 2628 (2022), l'ATMIS a récemment démantelé sa base opérationnelle avancée à Gololey, dans le secteur 5, pour créer une force mobile. En outre, l'ATMIS devrait entreprendre, en collaboration avec les forces armées somaliennes, une série d'activités planifiées qui contribueront également à sa reconfiguration telle que prévue dans le mandat. Parmi ces activités, il y a l'organisation d'une conférence des commandants au deuxième trimestre, la tenue d'une conférence logistique et un examen du matériel pour permettre à l'ATMIS et aux forces armées somaliennes d'élaborer un plan de reconfiguration conjoint.

La constitution des forces et la mobilisation d'un financement et d'un matériel adéquats et prévisibles à la hauteur du niveau d'activité et de mobilité des forces sont essentielles pour affaiblir les Chabab et garantir la réussite de la transition. Pour y parvenir comme prévu d'ici à 2024, il est essentiel de renforcer l'appui stratégique aérien en déployant des hélicoptères de transport et de combat, ainsi que des armes offensives adaptées dans tous les secteurs, afin que l'ATMIS et les forces de sécurité somaliennes puissent se mouvoir avec l'agilité et la vitesse requises pour surprendre et combattre efficacement les Chabab et en venir à bout. Si une partie de ces exigences avait été mise en œuvre sur le terrain, les attaques des Chabab contre la base opérationnelle avancée de l'ATMIS à Ceel Baraf auraient pris une autre tournure.

Il n'est de transition véritable que lorsque ses éléments sont visibles et tangibles. En conséquence, il est crucial, pour que la transition soit menée à bien en temps voulu, que les partenaires internationaux s'emploient en priorité à accroître l'appui en faveur du Gouvernement fédéral pour lui permettre de constituer, de rémunérer et d'équiper correctement des forces de sécurité somaliennes capables d'assumer progressivement, mais efficacement, la pleine responsabilité de la sécurité du pays.

C'est dans cet esprit, et avec une profonde reconnaissance, que l'Union africaine s'est félicitée de la visite en Somalie du général Stephen Townsend, commandant du Commandement des forces des

États-Unis en Afrique, pour parler de la coopération entre les forces des États-Unis et l'Armée nationale somalienne.

La Présidente (*parle en anglais*) : Je remercie M. Madeira de son exposé.

Je donne maintenant la parole aux membres du Conseil qui souhaitent faire une déclaration.

J'appelle l'attention des orateurs et oratrices sur le paragraphe 22 de la note du Président publiée sous la cote S/2017/507, qui encourage tous les participants aux séances du Conseil de sécurité à faire leurs déclarations en cinq minutes ou moins, conformément à l'engagement du Conseil à faire un meilleur usage des séances publiques.

M. Kariuki (Royaume-Uni) (*parle en anglais*) : Je tiens à remercier le Représentant spécial du Secrétaire général, M. Swan, de son exposé.

Mes observations d'aujourd'hui porteront sur trois aspects : l'élection présidentielle en Somalie, la sécurité et la situation humanitaire.

Le Royaume-Uni se félicite du bon déroulement de l'élection présidentielle tenue le 15 mai et adresse ses chaleureuses félicitations à Hassan Sheikh Mohamud pour sa victoire. Bien que la représentation des femmes au Parlement soit une fois de plus inférieure à l'objectif de 30%, nous saluons l'élection historique de Sadiya Yasin Haji Samatar en tant que première femme Vice-Présidente du Parlement somalien.

L'achèvement du processus électoral offre l'occasion de mettre fin aux incertitudes politiques et de se recentrer sur les questions urgentes d'importance nationale : lutter contre la menace posée par les Chabab, maintenir la stabilité budgétaire, mener à bien la réforme constitutionnelle et faire face à la sécheresse dévastatrice. Le Royaume-Uni est prêt à appuyer les efforts déployés par le Gouvernement du Président Hassan Sheikh Mohamud et encourage tous les dirigeants somaliens à œuvrer de concert dans un esprit de réconciliation et de collaboration.

S'agissant de la sécurité, nous remercions la Mission de transition de l'Union africaine en Somalie (ATMIS) d'avoir assuré la sécurité tout au long des élections, et nous condamnons les tentatives persistantes des Chabab visant à perturber ce processus. Nous présentons nos condoléances aux personnes touchées par l'attaque terroriste perpétrée le 3 mai par les Chabab contre les contingents burundais de l'ATMIS.

La menace que les Chabab continuent de représenter met en évidence la nécessité pour le nouveau Gouvernement d'obtenir un large accord politique sur une architecture de sécurité nationale efficace et qui correspond aux moyens disponibles abordable, et qui permettra de faciliter une transition durable vers une sécurité assurée par les Somaliens, tout en continuant de faire pression sur les Chabab. Le Royaume-Uni continuera de collaborer avec le Gouvernement fédéral somalien et les États membres de la fédération, ainsi qu'avec d'autres partenaires internationaux, pour y parvenir.

Comme nous l'avons entendu, les conséquences de la sécheresse sont préoccupantes. Il existe un risque de plus en plus grand que les Somaliens soient touchés par la famine, malgré notre engagement collectif de faire en sorte que cela n'arrive plus jamais. Des fonds supplémentaires et des mesures collectives sont nécessaires si nous voulons prévenir la famine en Somalie. La Ministre britannique pour l'Afrique a annoncé une contribution de 31 millions de dollars supplémentaires en réponse à la crise humanitaire en Somalie, en plus des 25 millions de dollars déjà promis cette année.

Si nous célébrons les récents progrès accomplis en Somalie, nous ne devons pas perdre de vue le travail qu'il reste à faire pour que la situation continue d'évoluer vers la paix et la stabilité. Nous attendons avec intérêt de collaborer avec le Président Hassan Sheikh Mohamud et son gouvernement pour promouvoir la paix, la stabilité et la prospérité en Somalie, dans l'intérêt de tous les Somaliens.

M^{me} Heimerback (Norvège) (*parle en anglais*) : Je remercie le Représentant spécial du Secrétaire général, M. Swan, de ses précieuses observations, en particulier en cette période critique.

La Norvège se félicite du bon déroulement du processus électoral et félicite le Président Hassan Sheikh Mohamud de son élection. Nous remercions la Mission d'assistance des Nations Unies en Somalie du concours apporté dans le cadre du processus électoral et de sa coopération en matière de financement des élections.

Nous jugeons encourageant que le Président Hassan Sheikh Mohamud ait clairement indiqué que la réconciliation nationale, la sécurité, la reprise économique et la stabilité politique inclusive seront des priorités essentielles pour l'avenir. Nous nous réjouissons tout particulièrement du lancement d'un

dialogue constructif entre le Président et le Fonds monétaire international sur l'allègement de la dette et les réformes économiques, et du fait débuté qu'il ait déjà abouti à des résultats.

La stabilité politique est fondamentale pour la reprise économique et le développement du peuple somalien. La revitalisation du processus de réforme constitutionnelle mérite toute l'attention du Gouvernement et notre appui. Il s'agit d'une étape décisive pour parvenir à un consensus sur le fédéralisme, la réconciliation nationale et la préparation d'élections démocratiques prévues pour 2026. La Norvège espère vivement qu'un nouveau Gouvernement fédéral inclusif, capable de promouvoir ces grandes priorités nationales, sera formé rapidement.

Alors que la Somalie veut assumer davantage de responsabilités s'agissant d'assurer sa sécurité et son développement au cours des prochaines années, la communauté internationale continuera de lui apporter son appui, mais il sera indispensable que le pays fasse preuve de détermination et nomme des dirigeants efficaces.

Nous regrettons la déconvenue enregistrée en ce qui concerne la représentation globale des femmes au Parlement, mais nous félicitons Sadia Yasin Haji Samatar d'être la première femme à exercer la fonction de première Vice-Présidente. Il importe de garantir à toutes les femmes qui viennent d'être élues membres du Parlement l'appui et la sécurité dont elles ont besoin, afin qu'elles puissent jouer pleinement leur rôle.

Nous demeurons également profondément préoccupés par la situation générale en matière de sécurité, en particulier par les attaques persistantes des Chabab. La mise en œuvre effective du Plan de transition de la Somalie est essentielle pour rétablir la sécurité et la stabilité et protéger les civils. Par ailleurs, nous nous félicitons du mandat de l'ATMIS, récemment adopté, qui jette les bases d'une intervention militaire nouvelle et plus efficace des forces de sécurité somaliennes et de l'ATMIS face aux Chabab. Toutefois, il convient de compléter cette intervention par une approche renouvelée et renforcée de la réconciliation nationale et de la stabilisation, ainsi que par un éventuel volet consacré au dialogue.

Nous ne devons pas non plus oublier un élément sous-jacent qui persiste, à savoir que la Somalie est au bord de la famine. L'on compte plus de 700 000 nouveaux déplacés, et les communautés sont confrontées à

de multiples chocs, des sécheresses et inondations récurrentes induites par les changements climatiques aux conflits, aux invasions de criquets, à la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19) et à la hausse des prix des denrées alimentaires et du carburant, qui ont tous de graves conséquences pour la population civile.

La situation est particulièrement dévastatrice pour les femmes et les enfants. L'accès des enfants à l'éducation est considérablement entravé. Le droit à l'éducation doit être respecté, et la protection contre la violence sexuelle liée au conflit doit rester une priorité essentielle pour le Conseil.

S'il est vrai que toutes les parties au conflit doivent permettre et faciliter un accès humanitaire total, sûr et sans entrave, nous devons également trouver des solutions plus durables à ces urgences récurrentes. Les acteurs humanitaires et du développement doivent veiller à ce que leurs efforts soient complémentaires, en mettant l'accent sur le renforcement de l'aide vitale.

Pour terminer, la Norvège se félicite une nouvelle fois de la conclusion du processus électoral et se réjouit à la perspective d'une coopération redynamisée et constructive entre la Somalie et le Conseil de sécurité, afin de faire progresser les grandes priorités somaliennes, les réformes et la protection des civils.

M^{me} Broadhurst Estival (France) : Je remercie le Représentant spécial du Secrétaire général, James Swan, ainsi que le Représentant spécial du Président de la Commission de l'Union africaine, Francisco Madeira, pour leurs présentations. Je salue également la présence parmi nous cet après-midi du Représentant permanent de la Somalie, l'Ambassadeur Osman.

La France réitère ses félicitations au Président Hassan Sheikh Mohamud pour son élection. Malgré toutes les difficultés, le processus électoral a été mené à son terme ; il a abouti à une transition pacifique du pouvoir. C'est un moment historique et une étape extrêmement importante vers la stabilisation de la Somalie. Nous souhaitons donc plein succès au Président Hassan Sheikh Mohamud et au futur gouvernement fédéral, qui pourront compter sur le soutien de la France.

Nous encourageons le nouveau Président à poursuivre les efforts de consolidation de l'État, de révision constitutionnelle, et le rétablissement de la concorde nationale. Cela passe nécessairement par un dialogue approfondi entre l'État fédéral somalien et les États fédérés.

Nous encourageons aussi les autorités somaliennes à poursuivre leurs efforts pour la participation des femmes à la conduite du pays, avec l'atteinte du quota de 30 % de femmes au Parlement. La France salue l'élection de M^{me} Sadia Yasin Haji Samatar, première femme somalienne à exercer les fonctions de Présidente adjointe de l'Assemblée du peuple.

Nous devons aussi aider la Somalie à faire face à une crise humanitaire extrêmement grave, née de la sécheresse et aggravée par les actes inadmissibles des Chabab, qui entravent l'aide humanitaire et attaquent les personnels humanitaires et médicaux.

En complément de son appui humanitaire à la Somalie, qui s'élève à 115,7 millions d'euros ces dernières années, l'Union européenne a annoncé 348 millions d'euros d'aide pour renforcer la sécurité alimentaire dans la Corne de l'Afrique. La France prend également toute sa part à cette aide.

La France condamne avec la plus grande fermeté les attaques terroristes commises par les Chabab, notamment le 23 mars et le 3 mai derniers. Elle présente ses condoléances à la Somalie, à la Mission de transition de l'Union africaine en Somalie (ATMIS), au Burundi et aux familles des victimes. Ces attaques confirment l'urgence de mener une lutte plus efficace contre les Chabab.

La résolution 2628 (2022), en endossant la reconfiguration de la Mission de l'Union africaine en Somalie (AMISOM) en ATMIS, est un pas dans la bonne direction, qui doit se traduire par des changements concrets sur le terrain. Avec un financement continu et global de l'AMISOM au cours des 15 dernières années pour un total de 2,25 milliards d'euros et avec la mise en œuvre de ses trois missions en Somalie, l'Union européenne a montré qu'elle était un partenaire fiable, extrêmement attentif à la transition en Somalie. Il est évident qu'aucun nouveau financement de l'ATMIS, quel que soit son volume, ne pourra suffire sans des efforts de la partie somalienne pour générer des forces armées en lien avec les États fédérés, et sans un soutien fort de l'ATMIS pour appuyer ces forces somaliennes et pour mener des opérations offensives avec elles. La France encourage donc le Gouvernement somalien et les contingents de l'ATMIS à s'engager résolument dans cette transition sécuritaire pour atteindre les objectifs qui ont été fixés par la résolution 2628 (2022). Il n'y a pas d'alternative, comme les attaques des Chabab ne cessent de nous le rappeler.

Enfin, la France regrette qu'une attaque au large du Puntland soit survenue le 6 mars dernier, et je réitère ici la disponibilité de l'opération Atalante de l'Union européenne pour apporter son concours aux efforts de la Somalie en matière de sécurité maritime, y compris dans les eaux territoriales somaliennes. L'opération Atalante contribue non seulement à la lutte contre la piraterie, mais elle agit également pour endiguer les flux illicites d'armes et de charbon au profit des Chabab en particulier et, surtout, pour escorter les navires du Programme alimentaire mondial, dont la population somalienne a tant besoin dans les circonstances actuelles.

M. Dai Bing (Chine) (*parle en chinois*) : Je remercie le Représentant spécial du Secrétaire général Swan et le Représentant spécial Madeira de leurs exposés. Je souhaite par ailleurs au Représentant permanent de la Somalie la bienvenue à la séance de ce jour.

La semaine dernière, l'élection présidentielle s'est tenue avec succès en Somalie, tournant une nouvelle page dans la gouvernance nationale. La Chine s'en réjouit et félicite M. Hassan Sheikh Mohamud de son élection comme nouveau Président. Nous remercions l'ancien Président Mohamed Abdullahi Mohamed d'avoir respecté les résultats de l'élection.

Ce résultat a été obtenu de haute lutte. Il témoigne des progrès de la Somalie dans la recherche d'une nouvelle voie de développement adaptée à ses conditions nationales, tout en montrant la ferme volonté de toutes les parties somaliennes de maintenir la stabilité nationale. Nous attendons avec intérêt la formation sans heurt du nouveau Gouvernement somalien et espérons sincèrement que la Somalie profitera de l'occasion pour accélérer sa reconstruction nationale et parvenir dès que possible et durablement à la stabilité et à la sécurité.

La paix et la stabilité en Somalie rencontrent encore de sérieuses difficultés. La Chine condamne fermement les fréquentes attaques terroristes commises par les Chabab, notamment l'attaque contre la Mission de transition de l'Union africaine en Somalie (ATMIS), qui a tué plusieurs soldats de la paix burundais, et les tirs de mortier qui ont visé des bureaux de vote utilisés pour l'élection présidentielle. La Chine remercie vivement l'ATMIS de ses contributions importantes et des grands sacrifices qu'elle a consentis pour maintenir la sécurité et la stabilité en Somalie.

La clef pour que les responsabilités en matière de sécurité puissent être transférées à la Somalie consiste à mettre œuvre le plan de transition pour la Somalie,

à accélérer la constitution et l'intégration des forces de sécurité et à améliorer réellement les capacités propres du pays en matière de sécurité. La Chine appuie le nouveau Gouvernement somalien et l'ATMIS dans le renforcement de la coordination et de la communication durant la période de transition en matière de sécurité. Nous escomptons que l'ONU, le Gouvernement somalien, l'Union africaine et les autres parties concernées discuteront et s'attacheront à la définition du partage des responsabilités et des indicateurs d'évaluation durant la période de transition, conformément à ce que prévoient les résolutions du Conseil de sécurité.

Nous appelons les principaux contributeurs à continuer de fournir un appui financier durable et prévisible aux forces de sécurité somaliennes et à l'ATMIS afin de garantir la bonne exécution des programmes de sécurité pertinents.

La situation humanitaire qui règne en Somalie est préoccupante. Des sécheresses sans précédent dévastent la vie de millions de personnes et font de la question de la sécurité alimentaire un problème de tout premier plan. Les plans d'intervention humanitaire des Nations Unies sont chroniquement sous-financés, ce qui nuit à l'efficacité des opérations humanitaires d'urgence. La Chine appelle la communauté internationale à ne pas négliger la crise humanitaire et les questions de développement en Somalie ni les facteurs y afférents qui sont à l'œuvre dans la région, mais à continuer d'aider la Somalie à faire face au risque de famine et à conduire davantage de projets de coopération au service du développement.

La Chine est déterminée à aider la Somalie dans son développement socioéconomique, par l'intermédiaire d'une coopération concrète. Récemment, elle a de nouveau apporté une aide sanitaire et en matière de sécurité à la Somalie et prévoit de fournir au pays un nouveau lot d'aide alimentaire d'urgence.

Sous la direction du Représentant spécial du Secrétaire général Swan, la Mission d'assistance des Nations Unies en Somalie (MANUSOM) collabore avec l'Union africaine et l'Autorité intergouvernementale pour le développement afin de s'acquitter activement de son important mandat, de faire usage de ses bons offices politiques et de garantir le renforcement des capacités et la coordination pour toutes les parties. La Chine continuera d'appuyer le travail de la MANUSOM et du Représentant spécial Swan.

Dans le contexte de l'achèvement de l'élection et du début de la nouvelle phase de transition en matière de sécurité en Somalie, la Chine est favorable à la prorogation technique de la MANUSOM afin qu'il y ait ainsi le temps de procéder à une évaluation stratégique en vue d'optimiser le mandat de la MANUSOM, compte tenu des besoins du Gouvernement somalien et des fonctions des entités des autres organisations internationales présentes en Somalie, dans le but de se concentrer sur les domaines prioritaires et de faire jouer pleinement les avantages de la Mission.

M^{me} Dautllari (Albanie) (*parle en anglais*) : Je tiens moi aussi à remercier le Représentant spécial du Secrétaire général Swan et l'Ambassadeur Madeira de leurs exposés, et à souhaiter la bienvenue à la séance d'aujourd'hui au représentant de la Somalie.

Depuis la précédente séance d'information au Conseil de sécurité (voir S/PV.8965), plusieurs faits nouveaux sont survenus en Somalie. À cet égard, j'axerai mon intervention sur trois points.

Premièrement, concernant le scrutin, avec l'élection de Hassan Sheikh Mohamud à la présidence, la Somalie a mis fin à un cycle électoral compliqué et prolongé. S'agissant de l'élection à l'Assemblée du peuple, nous saluons l'accession de la première femme au poste de vice-présidente de l'Assemblée. Toutefois, il est à déplorer que les autorités somaliennes n'aient pas tenu leur engagement relatif au quota de 30 % de femmes. Il importe de veiller à l'inclusion des femmes dans la nouvelle administration à tous les niveaux de gouvernement, car leur contribution est essentielle.

Tout en félicitant le nouveau Président, nous espérons que le gouvernement qu'il formera s'attaquera sans délai aux questions les plus urgentes, notamment le programme de réformes économiques convenu avec le Fonds monétaire international, les réformes institutionnelles et la priorité renouvelée qu'il convient de donner à la situation en matière de sécurité et à la crise humanitaire en cours.

Deuxièmement, à propos de la situation en matière de sécurité, le 31 mars, nous avons approuvé la décision de remplacer la Mission d'observation militaire de l'Union africaine en Somalie par la Mission de transition de l'Union africaine en Somalie. Malheureusement, durant la période considérée, nous avons constaté une certaine léthargie dans la lutte contre les Chabab. Les activités du groupe terroriste sont généralisées, et il semble que son aptitude à perpétrer des attaques meurtrières plus

complexes se soit renforcée. Nous condamnons dans les termes les plus forts la dernière attaque en date commise par les Chabab, qui a fait plusieurs morts parmi les forces burundaises et somaliennes. L'Albanie est particulièrement préoccupée par l'augmentation du nombre de victimes civiles, qui est le fait de différents acteurs. Les femmes et les enfants font partie des groupes les plus touchés dans ce conflit.

L'absence de progrès réels dans la lutte contre l'impunité, qui alimente davantage les violences sexuelles et fondées sur le genre, est également une source de préoccupation. Toutes les parties doivent honorer les obligations qui leur incombent au titre des droits humains et du droit international humanitaire, tandis que les auteurs de ces actes doivent être traduits en justice afin de briser le cycle de la violence en Somalie.

Troisièmement, la situation humanitaire est aggravée par l'insécurité et les conséquences des changements climatiques. Malgré les efforts déployés par les autorités et leurs partenaires humanitaires pour augmenter l'aide destinée à atténuer les effets de la sécheresse en Somalie, le risque de famine reste élevé. Le nombre croissant de personnes déplacées et de personnes ayant besoin d'aide, ainsi que l'insécurité alimentaire croissante, doivent retenir l'attention de la communauté internationale et susciter une intervention de sa part. Dans le même esprit, nous exhortons les autorités à garantir l'accès humanitaire, afin que l'aide puisse parvenir aux personnes qui en ont urgemment besoin.

Enfin, nous saluons l'action menée par le Représentant spécial Swan et son équipe à l'appui du Gouvernement somalien et des parties prenantes, notamment tout au long du processus électoral.

M^{me} Byrne Nason (Irlande) (*parle en anglais*) : Je remercie le Représentant spécial Swan et l'Ambassadeur Madeira des observations qu'ils ont faites au début de la séance. Je remercie tout particulièrement le Représentant spécial Swan et toute son équipe de leur engagement et des efforts inlassables qu'ils ont fournis au cours des 18 derniers mois pour soutenir la Somalie tout au long du processus électoral. Nous leur en sommes très reconnaissants.

Tout d'abord, je félicite le peuple somalien et ses dirigeants d'avoir mené à bien les élections. Nous savons qu'il y a eu des retards regrettables, mais la passation pacifique du pouvoir dont nous sommes témoins est louable et essentielle pour créer l'environnement

politique stable nécessaire pour relever les défis de longue date auxquels la Somalie est confrontée.

Il importe également de rendre hommage à la Mission de transition de l'Union africaine en Somalie (ATMIS) et aux forces de sécurité somaliennes pour avoir garanti la sécurité de l'ensemble du processus électoral. Il a fallu faire des sacrifices. Je tiens à exprimer mes plus sincères condoléances aux familles de toutes les personnes qui ont perdu la vie ces derniers mois, notamment les familles des soldats de la paix de l'Union africaine.

Je souhaite plein succès au nouveau Parlement et j'espère qu'il sera à la hauteur des attentes du peuple somalien en matière de paix, de prospérité et de bonne gouvernance. Nous félicitons Sadia Yasin Haji Samatar, la première femme à occuper le poste de Vice-Président, même s'il est évidemment regrettable que l'objectif d'avoir 30% de femmes élues n'ait pas été atteint lors de ces élections. Je tiens à encourager la nouvelle administration à faire fond sur ses promesses électorales et à garantir une véritable participation des femmes à tous les niveaux de la nouvelle administration, notamment aux niveaux de décision supérieurs.

Je félicite sincèrement le nouveau Président, Hassan Sheikh Mohamud. J'ai été frappée par le ton positif et conciliant de son discours de victoire et par le fait qu'il ait exhorté le pays à se tourner vers l'avenir. C'est exactement ce dont la Somalie a besoin maintenant. Il ne fait aucun doute qu'il porte de lourdes responsabilités, mais l'ONU et les partenaires de la Somalie continueront à lui apporter leur concours pour mettre en œuvre les priorités de son pays, à court et à long terme.

La crise humanitaire grave qui sévit en Somalie fait partie des priorités les plus urgentes. Comme nous l'avons entendu, des millions de personnes risquent d'être victimes des chocs climatiques, notamment la sécheresse dévastatrice qui frappe le pays et la famine imminente. Il n'y a pas de temps à perdre.

Des décisions politiques cruciales devront être prises dans les semaines à venir pour faire en sorte que les communautés les plus marginalisées et les plus touchées en Somalie soient protégées de la faim et de la mort. Il va sans dire que, nous, membres de la communauté internationale, devons également renforcer notre appui. De même, les droits humains de tous les Somaliens, en particulier ceux des femmes et des filles, doivent être prioritaires, protégés et respectés. Comme

le Secrétaire général nous l'a dit, le nombre de victimes de violences sexuelles odieuses augmente. J'appelle le nouveau Président à s'engager de nouveau à respecter les obligations de la Somalie s'agissant de prévenir les violations contre ses propres citoyens, à mettre fin à l'impunité des auteurs de tels actes et à soutenir les personnes rescapées.

Les Chabab ont systématiquement saboté les élections. Et c'est tout à l'honneur de la Somalie que, malgré cela, l'élection présidentielle s'est finalement déroulée le 15 mai, comme prévu. Maintenant que l'élection est terminée, nous devons nous tourner vers l'avenir. L'Union africaine, le Gouvernement somalien et ses forces et tous les partenaires doivent se recentrer sur la mise en œuvre du mandat de l'ATMIS et sur le plan de transition somalien. À cet égard, il sera essentiel de renforcer l'architecture de sécurité nationale de la Somalie et de mettre en œuvre une véritable réforme du secteur de la sécurité afin que la Somalie puisse progressivement assumer la pleine responsabilité de sa sécurité. L'Union européenne continuera d'apporter son appui en matière de sécurité à la Somalie tout au long de cette prochaine phase.

Enfin et surtout, je demande instamment à la nouvelle administration d'orienter le pays et ses politiques sur la voie du dialogue, de l'inclusion et du consensus, dans l'intérêt du peuple somalien. Il importe au plus haut point de renforcer la réconciliation nationale et de parvenir à un règlement politique équitable pour faire progresser le processus d'édification de l'État, notamment la mise au point de la Constitution somalienne et la création d'une cour constitutionnelle.

Le temps des disputes est terminé. Comme énoncé dans le cadre de réconciliation nationale somalien, le moment est venu de réparer le *Haan* brisé, de protéger tous les citoyens de la même manière et de construire un nouvel avenir pour la Somalie en s'appuyant sur toutes ses composantes.

M. Biang (Gabon) : J'ai l'honneur de faire cette déclaration au nom des trois membres africains du Conseil de sécurité, à savoir le Ghana, le Kenya et mon pays, le Gabon.

Nous accueillons avec satisfaction le rapport du Secrétaire général (S/2022/392) et nous remercions James Swan, Représentant spécial du Secrétaire général et Chef de la Mission d'assistance des Nations Unies en Somalie (MANUSOM), ainsi que Francisco Madeira, Représentant spécial du Président de la Commission de

l'Union africaine pour la Somalie et Chef de la Mission de transition de l'Union africaine en Somalie (ATMIS), pour leurs exposés respectifs sur la situation en Somalie et sur les activités de la MANUSOM et de l'ATMIS.

Les trois membres africains du Conseil félicitent le Président Hassan Sheikh Mohamud pour sa victoire à l'élection présidentielle du 15 mai dernier et la prise de fonction officielle ce 23 mai 2022, après une passation de pouvoir pacifique à l'issue d'un processus électoral qui a duré 15 mois. Nous espérons vivement qu'un nouveau gouvernement sera rapidement mis en place et pourra se focaliser sur la résolution des nombreux et complexes défis auxquels le pays reste confronté après des décennies d'instabilité politique et d'insécurité.

Le rôle décisif et l'engagement des forces de sécurité somaliennes et de l'ATMIS dans le cadre de la sécurisation des élections mérite d'être salué. Nous saluons également le rôle joué par la MANUSOM et d'autres partenaires régionaux et internationaux dans la fourniture de conseils stratégiques et de bons offices. Nous reconnaissons aussi l'implication particulière de l'équipe électorale dans la préservation de l'intégrité du processus, et du peuple somalien pour sa volonté constamment affichée en faveur d'un processus démocratique crédible et réussi.

Les trois membres africains du Conseil se félicitent par ailleurs de l'engagement de l'Union africaine et de l'Autorité intergouvernementale pour le développement en Somalie, par le biais notamment de l'appui aux efforts visant la gouvernance démocratique, la promotion de la réconciliation nationale et le rétablissement de la paix, la stabilité et la sécurité dans le pays.

Nous sommes convaincus que le succès des élections marquera un véritable tournant pour la Somalie et son peuple. L'élan impulsé par le nouveau Président et son prochain gouvernement se traduira par des progrès tangibles dans la stabilisation de la situation sécuritaire, la mise en œuvre des réformes économiques, judiciaires et constitutionnelles nécessaires, sans oublier d'apporter des solutions adéquates au désastre humanitaire alimenté par les effets dévastateurs de la sécheresse et de la famine.

Les activités terroristes perpétrées par le groupe terroriste Al-Shabaab affilié à Al-Qaïda et ses affiliés de l'État islamique sont très préoccupantes pour la Somalie, la région et notre continent. Les Chabab continuent de mener des attaques meurtrières en Somalie. Les récents incidents transfrontaliers dans la région démontrent leur

capacité d'adaptation et leur forte capacité à infliger des dommages aux infrastructures sécuritaires et civiles, exacerbant ainsi les souffrances humaines. Les trois membres africains du Conseil condamnent avec la plus grande fermeté toutes les attaques perpétrées par ces groupes terroristes.

Les trois membres africains se font l'écho de l'appel lancé par le Conseil de paix et de sécurité de l'Union africaine invitant les partenaires internationaux de la Somalie à s'engager davantage pour assurer un financement durable et prévisible de l'ATMIS, afin de lui permettre de s'acquitter efficacement de son mandat au cours de la prochaine période de 30 mois, jusqu'au moment du transfert des responsabilités aux forces de sécurité somaliennes. Ce financement adéquat est essentiel pour préserver les gains de sécurité réalisés jusqu'à présent en Somalie et apporter la paix et la stabilité face à la menace de l'exportation du terrorisme dans les pays de la région.

Nous rendons un hommage sincère à la Mission de l'Union africaine en Somalie, devenue l'ATMIS, dont les soldats ont fait le sacrifice ultime en payant un lourd tribut dans la lutte contre les Chabab.

Les combattants terroristes étrangers intégrés aux Chabab, et les affiliés de Daech opérant sur le territoire somalien, constituent également un grave danger immédiat pour la région en raison de leur capacité à exécuter des attaques complexes. Ces combattants étrangers, alliés aux nombreuses milices claniques qui existent en Somalie, offrent un cocktail sécuritaire explosif et un défi énorme pour les nouveaux dirigeants. À cet égard, nous appelons au renforcement des capacités des forces somaliennes, en équipement et en formation, afin de leur permettre de s'acquitter urgemment de leur devoir de sécurisation du territoire contre ces groupes.

En outre, nous exprimons notre appui à un financement adéquat du programme de désarmement, démobilisation et réinsertion, qui constitue une étape cruciale vers la mise en place d'un État somalien libéré de toute menace sécuritaire. Nous exhortons tous les partenaires internationaux à soutenir la Somalie dans cette phase critique de l'histoire du pays.

Nous sommes profondément consternés par la souffrance continue des enfants, des femmes et des personnes âgées, malheureusement confrontés très souvent à toutes les formes de violence. Nous dénonçons en particulier le recrutement d'enfants pour en faire des agents du terrorisme et de l'extrémisme violent. Nous

fustigeons également les autres pratiques odieuses, notamment l'abus, le meurtre, la mutilation et les atteintes sexuelles à leur encontre. Un tel traitement n'est pas tolérable et nous appelons au respect du droit international humanitaire et des droits de l'homme.

Les écoles et les hôpitaux sont des lieux de vie qui ne devraient pas être attaqués. Nous appelons les partenaires internationaux et la Somalie à prendre toutes les mesures nécessaires pour lutter contre l'utilisation de mines et d'engins explosifs sur les enfants et éviter d'assombrir davantage leur avenir.

Il est essentiel de construire des bases juridiques solides fondées sur l'état de droit et le respect de la dignité humaine afin de protéger et de rendre justice à toutes les victimes d'abus, en particulier les enfants victimes d'atrocités commises par les groupes terroristes.

(l'orateur poursuit en anglais)

Nous sommes profondément préoccupés par la situation humanitaire en Somalie. Outre les défis sécuritaires, la situation désastreuse est aussi attisée par les effets néfastes des changements climatiques, dont les conséquences négatives sont déjà ressenties par les groupes les plus vulnérables de la société.

Nous rappelons que la Somalie est confrontée à l'une des pires sécheresses depuis des décennies et qu'avec l'érosion des mécanismes de survie de la population, la plupart continuent de fuir les zones arides. Ces conditions météorologiques dévastatrices entraînent le déplacement de milliers de personnes. Nous notons qu'au cours de la première semaine de mars, à cause de la sécheresse, plus de 17 000 personnes ont été déplacées du sud de la région de Bay, dans le centre de la Somalie.

Avec l'aggravation de la sécheresse, près de 6 millions de personnes en Somalie, soit environ 40 % de la population du pays, sont confrontées à l'insécurité alimentaire et sont, de fait, menacées par la famine. Nous exhortons les donateurs internationaux et régionaux et tous les partenaires de la Somalie à accroître leur soutien à l'aide humanitaire et engageons les autorités somaliennes à faciliter l'acheminement de l'aide à ceux qui en ont besoin.

Les populations somaliennes fondent leurs espoirs sur nos actions – nous, la communauté internationale et le Gouvernement somalien – pour apporter des solutions durables aux problèmes qui affectent leur quotidien. Notre inaction augmentera la vulnérabilité de ces populations et intensifiera les déplacements et le conflit.

À cet égard, les trois membres africains du Conseil saluent le travail remarquable des organisations humanitaires qui, au péril de leur vie, apportent un soutien continu au peuple somalien.

En conclusion, le Ghana, le Kenya et le Gabon expriment une nouvelle fois leur soutien au Gouvernement fédéral somalien et leur plein appui à la MANUSOM. Nous attendons avec intérêt le rapport du Secrétaire général qui, en concertation avec le Gouvernement fédéral somalien, présentera dans le courant de l'année ses recommandations pour l'avenir de la MANUSOM.

M. Coraiola Yinde Kloss (Brésil) (*parle en anglais*) : Je commencerai en remerciant de leurs exposés le Représentant spécial du Secrétaire général pour la Somalie, M. James Swan, et le Représentant spécial pour la Somalie de la présidence de la Commission de l'Union africaine, l'Ambassadeur Madeira. Je salue également la présence de la délégation somalienne à la séance d'aujourd'hui.

Ma délégation abordera aujourd'hui trois points.

Premièrement, je tiens à renouveler nos félicitations au peuple somalien. Le Brésil félicite la Somalie d'avoir mené à terme ses élections de manière pacifique. Nous présentons tous nos vœux de réussite au Président Hassan Sheikh Mohamud et au nouveau Gouvernement.

Deuxièmement, je tiens à souligner notre appui à la Mission d'assistance des Nations Unies en Somalie (MANUSOM). Le Brésil accorde lui aussi la priorité au renouvellement prochain du mandat de la Mission. Nous sommes convaincus que la nouvelle autorisation préservera les objectifs fondamentaux de la MANUSOM. Nous sommes également convaincus que l'examen stratégique à venir de la Mission apportera un concours supplémentaire à l'élaboration de politiques et à la consolidation de la paix en Somalie.

Troisièmement, je tiens à souligner que le Brésil condamne le terrorisme sous toutes ses formes. Le peuple somalien a été contraint une fois de plus de pleurer ses fils et filles chéris tués ou blessés dans les attaques récentes. Durant ce mois, les Chabab ont coûté la vie à des Casques bleus africains, pour la plupart des soldats de la paix burundais. Ces soldats de la Mission de transition de l'Union africaine en Somalie, comme tous ceux qui œuvrent dans les rangs des forces de l'Union africaine, prennent part à une des entreprises les plus dangereuses auxquelles qu'il soit possible

être confronté. Nous apprécions donc à sa juste mesure d'action dont s'acquittent avec courage les soldats de la paix africains depuis plus d'une décennie, et nous sommes reconnaissants aux pays qui fournissent des contingents.

M^{me} Evstigneeva (Fédération de Russie) (*parle en russe*) : Nous remercions de leurs exposés éclairants le Représentant spécial du Secrétaire général, M. James Swan, et le Représentant spécial de la présidence de la Commission de l'Union africaine, M. Francisco Madeira. Nous saluons la présence à la séance d'aujourd'hui du Représentant permanent de la Somalie, M. Abukar Dahir Osman. Nous avons étudié avec attention le dernier rapport en date du Secrétaire Général (S/2022/392).

Nous félicitons nos collègues somaliens de la réussite des élections parlementaires et présidentielles et de l'investiture officielle, aujourd'hui, du Président Hassan Sheikh Mohamud. Nous saluons la contribution qu'ont apportée la Mission de l'Union africaine en Somalie, la Mission de transition de l'Union africaine en Somalie (ATMIS) et M. Swan lui-même pour parvenir à ce résultat. Nous espérons que les autorités somaliennes seront bientôt en mesure de former un nouveau gouvernement fédéral pour s'acquitter des tâches relatives à l'édification de l'État et relever les défis immédiats, notamment la lutte contre le terrorisme et la gestion des effets d'une sécheresse hors normes.

Nous appelons nos collègues somaliens à accorder une attention accrue aux questions de sécurité. Nous sommes très préoccupés par l'intensification, dans le contexte des élections, des activités des Chabab, non seulement dans les régions mais aussi dans la capitale.

Il y a eu une incursion dans la zone de sécurité de l'aéroport international de Mogadiscio en mars, ainsi qu'une attaque contre la base du contingent burundais de l'ATMIS à El Baraf début mai, ce qui prouve que les Chabab sont en train de gagner en force.

Nous espérons que l'ATMIS, qui a reçu en mars l'appui unanime du Conseil de sécurité (voir S/PV.9009), s'acquittera des tâches qui lui ont été confiées, afin que Mogadiscio puisse un jour assumer l'entière responsabilité de la sécurité dans le pays. Nous sommes convaincus que l'efficacité du travail de la Mission dépendra à bien des égards de la stabilité du financement au profit des soldats de la paix africains.

Nous continuons de penser que le transfert des responsabilités à l'armée somalienne doit se faire progressivement, en fonction des réalités sur le terrain.

Dans les conditions actuelles, alors que la menace terroriste persiste, il est trop tôt pour parler de mettre fin au mandat de la Mission de transition. Nous appelons l'ONU et les partenaires régionaux et internationaux à continuer d'aider la Somalie, dans le strict respect de sa souveraineté, de son intégrité territoriale et de son indépendance politique, et sans ingérence dans ses affaires intérieures. Nous estimons qu'un examen stratégique qualitatif des activités de la mission politique spéciale dirigée par M. Swan permettrait d'améliorer l'efficacité de l'aide internationale et nous sommes prêts à apporter tout l'appui nécessaire à ce travail.

M^{me} Buenrostro Massieu (Mexique) (*parle en espagnol*) : Je remercie le Représentant spécial Swan et le Représentant spécial Madeira de leurs exposés et je salue la participation de la délégation somalienne à la présente séance.

Le Mexique félicite le peuple et le Gouvernement somaliens de la tenue pacifique de l'élection présidentielle le 15 mai, ainsi que M. Hassan Sheikh Mohamud de son élection en tant que dixième Président de la Somalie.

Nous reconnaissons le rôle essentiel joué par les membres du Parlement, le comité d'organisation de l'élection présidentielle et les forces de sécurité somaliennes, ainsi que par la Mission de transition de l'Union africaine en Somalie (ATMIS), tout au long du processus électoral.

Nous saluons l'élection de la première Vice-Présidente de la Chambre du peuple de l'histoire de la Somalie, M^{me} Saadia Yasin Haji Samatar. Cependant, nous regrettons que l'objectif de 30 % de sièges occupés par des femmes au Parlement n'ait pas été atteint et que le nombre de femmes élues à la Chambre du peuple soit inférieur au résultat de 2016.

La sélection des membres du nouveau Gouvernement se poursuit. Nous espérons que les femmes y seront représentées de manière adéquate et que les députées élues participeront véritablement à la prise de décision.

Le Mexique exhorte le nouveau Gouvernement somalien à donner la priorité à la paix et au dialogue et à ne ménager aucun effort pour assurer le bien-être du peuple somalien. Les multiples défis auxquels la Somalie est confrontée exigent de tirer les enseignements des erreurs du passé, d'éviter les frictions entre les principales autorités fédérales et de favoriser la collaboration avec les États membres de la fédération. À cet égard, le Mexique appelle tous les acteurs politiques

à collaborer de bonne foi afin de mettre en œuvre les accords dans l'intérêt de la population.

Mon pays condamne avec la plus grande fermeté les attaques terroristes perpétrées par les Chabab. Le Mexique constate avec une vive inquiétude que ce groupe continue de générer des revenus suffisants pour financer son insurrection grâce à l'extorsion, au contrôle de l'agriculture et au trafic d'armes et d'explosifs. Il est urgent de bloquer l'accès de ce groupe terroriste aux services financiers, d'exercer un contrôle efficace sur les transferts d'armes et de garantir l'efficacité de l'embargo.

Nous sommes par ailleurs vivement préoccupés par les niveaux élevés de violence sexuelle et fondée sur le genre et par les violations graves perpétrées contre les enfants en Somalie. Nous appelons les nouvelles autorités somaliennes à accélérer la pleine mise en œuvre de leurs engagements afin de mettre un terme à ces violations et à prendre des mesures pour que les coupables répondent de leurs actes.

Le Mexique réaffirme la nécessité de s'attaquer à la grave situation humanitaire en Somalie. Il est véritablement inquiétant de constater que, de janvier 2022 à ce jour, le nombre de personnes confrontées à des pénuries alimentaires est passé de 2 à 6 millions. Comme les autres pays de la Corne de l'Afrique, la Somalie est touchée par la pire sécheresse depuis 40 ans, ce qui aggrave la situation humanitaire dans le pays, augmente le risque de famine localisée et provoque des déplacements à grande échelle.

Les changements climatiques accentuent également la menace d'insécurité en exacerbant les tensions et la concurrence entre les communautés pour les ressources, ce qui donne aux Chabab toute latitude pour exploiter ces conditions et consolider leur position dominante. À cet égard, nous estimons qu'il est important que la Mission d'assistance des Nations Unies en Somalie (MANUSOM) continue de prendre en compte les répercussions néfastes des changements climatiques en Somalie. Nous reconnaissons également le rôle essentiel joué par la MANUSOM dans d'autres domaines, tels que les conseils stratégiques aux autorités somaliennes, la coordination du soutien des partenaires internationaux, l'appui électoral et les efforts en faveur de l'autonomisation des femmes. Le Mexique attend avec intérêt l'examen stratégique de la MANUSOM pour voir comment la Mission peut continuer à aider la Somalie.

Enfin, nous réaffirmons l'importance de la coordination entre la MANUSOM, l'ATMIS et le Bureau d'appui des Nations Unies en Somalie dans l'exécution de leurs mandats. Leur présence sur le terrain et leur action coordonnée doivent contribuer à faire évoluer le pays vers une sécurité et une stabilité sociale et politique accrues, et une paix durable.

M^{me} Nusseibeh (Émirats arabes unis) (*parle en arabe*) : Je remercie le Représentant spécial James Swan et le Représentant spécial Francisco Madeira de leurs exposés détaillés. Nous saluons également la participation du représentant de la Somalie à la séance d'aujourd'hui.

Je voudrais m'associer à mes collègues pour féliciter S. E. M. Hassan Sheikh Mohamud de son élection à la présidence de la Somalie et lui souhaiter plein succès durant son mandat. Les Émirats arabes unis se félicitent de l'aboutissement réussi du processus électoral en Somalie, qui constitue une étape fondamentale sur la voie de la paix et de la stabilité dans le pays. En cette période critique et historique pour la Somalie, il est nécessaire de se concentrer davantage sur les défis urgents auxquels le pays est confronté, notamment le terrorisme et les effets de la sécheresse. Pour leur part, les Émirats arabes unis continueront d'aider le peuple somalien dans ses efforts pour construire un pays pacifique et prospère qui reflète ses aspirations collectives et y répond.

À la lumière des derniers événements, je voudrais souligner trois points. Premièrement, nous nous faisons l'écho de l'appel lancé par le Secrétaire général en faveur de la poursuite de l'aide à la Somalie en matière de sécurité, afin qu'elle puisse renforcer ses capacités à faire face aux graves menaces que représente le groupe terroriste des Chabab pour la sécurité et la stabilité du pays. Rien qu'au cours des dernières semaines, les Chabab ont continué de lancer des attaques meurtrières complexes qui ont infligé des souffrances au peuple somalien et affaibli les forces de sécurité somaliennes, ce qui pourrait compromettre les efforts menés par le Gouvernement et ses priorités en matière d'édification de l'État.

Nous réaffirmons notre appui à la Mission de transition de l'Union africaine en Somalie (ATMIS), qui reste un partenaire essentiel dans la lutte contre les Chabab et les affiliés de Daech en Somalie. À cet égard, il est important de veiller à ce que le transfert des responsabilités en matière de sécurité de l'ATMIS aux forces de sécurité somaliennes soit effectué avec soin et efficacité afin de ne pas créer un vide sécuritaire

qui permettrait aux Chabab d'étendre leur influence et leur portée.

Il est également important de rappeler que non seulement les Chabab représentent une menace pour la Somalie et sa population, mais qu'ils nuisent également à la paix et à la stabilité ailleurs dans la région, comme l'ont prouvé les attaques transfrontières qu'ils ont menées contre des pays voisins, y compris le Kenya. Les Émirats arabes unis condamnent ces actes terroristes et réaffirment leur solidarité avec le peuple kényan. Mon pays appuie également tous les efforts, y compris les partenariats internationaux, qui visent à mettre un terme aux menaces transnationales croissantes que les Chabab font peser sur l'Afrique.

Nous demeurons préoccupés par les informations faisant état de la contrebande d'armes entre la Somalie et le Yémen, qui risquent de tomber entre les mains de groupes terroristes, tels que les Chabab et les houthistes, et menacent la stabilité de la région, le commerce international et la sécurité de la navigation. À cet égard, nous soulignons le rôle important joué par les Forces maritimes combinées, qui restent essentielles pour lutter contre la contrebande d'armes au large des côtes somaliennes, en coopération avec le Gouvernement somalien et conformément à la résolution 2607 (2021).

Deuxièmement, la situation humanitaire désastreuse en Somalie est également préoccupante, d'autant plus qu'elle est exacerbée par des niveaux élevés de sécheresse et d'insécurité alimentaire aiguë, deux phénomènes qui touchent de manière disproportionnée les femmes et les enfants. Selon le Bureau de la coordination des affaires humanitaires, près de 800 000 personnes ont été déplacées du fait de la sécheresse depuis le début de l'année 2021, et le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés a récemment indiqué que 4,8 millions de personnes étaient en situation d'insécurité alimentaire aiguë. Par conséquent, mon pays appelle la communauté internationale à remédier rapidement à la crise, à doubler son aide humanitaire à la Somalie et à garantir un accès humanitaire sûr et sans entrave. À cet égard, la semaine dernière, les Émirats arabes unis ont annoncé de nouvelles contributions financières à la Somalie, d'un montant d'environ 11 millions de dollars, notamment dans le cadre de la coopération avec les organismes humanitaires basés dans le pays.

Troisièmement, nous voudrions aussi souligner qu'il est urgent que l'ATMIS, l'équipe de pays des Nations Unies et d'autres acteurs fassent fond sur les

travaux novateurs dans les domaines des changements climats et de la consolidation de la paix en Somalie. Les investissements coordonnés dans les denrées alimentaires, l'eau et les services de base dans les communautés fragiles comptent parmi les meilleurs investissements que l'ONU et ses partenaires peuvent faire pour favoriser la stabilité et le relèvement. Nous notons en particulier le modèle révolutionnaire que la Mission d'assistance des Nations Unies en Somalie (MANUSOM) propose pour inciter le secteur privé à investir dans le développement d'infrastructures d'énergie renouvelables, qui seront utilisées à la fois par les soldats de la paix et par les communautés d'accueil, afin de laisser un héritage précieux après le retrait de la présence internationale.

En conclusion, nous voudrions réaffirmer l'engagement des Émirats arabes unis à promouvoir la paix, la prospérité et la stabilité en Somalie. Nous saluons également les efforts inlassables déployés par l'ATMIS et les pays fournisseurs de contingents à la Mission, qui continuent de payer le prix ultime pour instaurer la paix en Somalie. Nous appuyons en outre les mandats du Bureau d'appui des Nations Unies en Somalie et de la MANUSOM.

M. Raguttahalli (Inde) (*parle en anglais*) : Je remercie le Représentant spécial du Secrétaire général, James Swan, et le Représentant spécial pour la Somalie de la présidence de la Commission de l'Union africaine, Francisco Madeira, de leurs exposés sur les derniers faits survenus en Somalie. Je salue également la présence du Représentant permanent de la Somalie à la séance d'aujourd'hui.

Les Somaliens ont le singulier honneur d'être les premiers démocrates d'Afrique. L'aboutissement du processus électoral, bien que retardé, est l'occasion de faire revivre cet héritage. Le processus démocratique en Somalie, malgré ses contraintes, a finalement abouti à un transfert de pouvoir pacifique. Cela n'aurait pas été possible sans la détermination et l'engagement des dirigeants somaliens, ainsi que les efforts constants menés par l'Autorité intergouvernementale pour le développement, l'Union africaine, l'ONU et la communauté internationale. Nous nous réjouissons de ces avancées et nous adressons nos félicitations au peuple somalien et à ses dirigeants. Nous présentons aussi nos meilleurs vœux à S. E. le Président Hassan Sheikh Mohamud et nous souvenons avec émotion de son association de longue date avec l'Inde.

Les défis qui attendent le nouveau Gouvernement somalien sont légion. Le Représentant spécial du Secrétaire général a mentionné les priorités définies par le nouveau Président. En tête de liste figurent les conditions de sécurité, qui demeurent préoccupantes, les Chabab ayant continué de perpétrer des attaques ces derniers mois contre les forces de sécurité somaliennes, la Mission de l'Union africaine en Somalie et la Mission de transition de l'Union africaine en Somalie (ATMIS). L'attentat terroriste perpétré par les Chabab contre la base opérationnelle avancée de l'ATMIS à Ceel Baraf, le 3 mai dernier, a une nouvelle fois démontré la puissance de frappe du groupe. Nous exprimons notre profonde sympathie et nos condoléances aux familles des 10 soldats de la paix burundais qui ont perdu la vie dans cette attaque, ainsi qu'au peuple et au Gouvernement burundais.

Le terrorisme est la plus grande menace qui plane sur la Somalie et la région de la Corne de l'Afrique. Il est essentiel d'empêcher les organisations terroristes, comme les Chabab, d'accéder à des ressources financières. Il est tout aussi important de reconnaître et d'éliminer les liens qui existent entre le terrorisme et la criminalité transnationale organisée.

Dans ce contexte, nous encourageons le nouveau Gouvernement à prendre des mesures pour renforcer les forces de sécurité et régler les problèmes de gouvernance dans les zones contrôlées par les Chabab, ainsi que pour traiter les autres questions prioritaires, notamment les réformes constitutionnelles et judiciaires. Les problèmes posés par les Chabab exigent également que les pays de la région coordonnent leurs efforts et leurs interventions.

La mise en œuvre du Plan de transition de la Somalie et de l'architecture de sécurité nationale doit être privilégiée, de même que le renforcement de la coordination et de l'intégration des forces de sécurité régionales. L'ATMIS a plusieurs lourdes responsabilités, à commencer par celle consistant à réduire la menace posée par le mouvement terroriste des Chabab. Nous notons avec inquiétude que les problèmes financiers de l'ATMIS n'ont pas encore été réglés. La communauté internationale a le devoir de garantir un financement durable et prévisible à l'ATMIS. La consolidation des progrès accomplis en matière de sécurité en Somalie au cours des dernières années requiert aussi un appui constant de la communauté internationale à la Somalie et à l'ATMIS.

La communauté internationale ne doit pas perdre de vue la situation humanitaire en Somalie.

Plus de 7,7 millions de personnes ont besoin d'une aide d'urgence, notamment à la suite de la pire sécheresse qu'ait connue la Corne de l'Afrique depuis 40 ans, qui expose des millions de personnes au risque de famine. L'intensification des efforts humanitaires doit être une priorité absolue, car le Plan d'aide humanitaire pour 2022, qui nécessite 1,5 milliard de dollars, reste sous-financé.

En conclusion, l'Inde et la Somalie ont des échanges civilisationnels depuis deux millénaires, par-delà les mers. L'Inde continue d'apporter son concours à la Somalie au moyen de programmes d'aide au développement et de renforcement des capacités. Alors que le nouveau Gouvernement somalien prend ses fonctions, nous réaffirmons notre engagement à appuyer la Somalie et son peuple.

La Présidente (*parle en anglais*) : Je vais maintenant faire une déclaration en ma qualité de représentante des États-Unis.

Je remercie le Représentant spécial du Secrétaire général, M. Swan, de son exposé et de sa présence parmi nous aujourd'hui. Nous saluons le travail qu'il effectue avec son équipe. De plus, nous sommes entièrement favorables au renouvellement du mandat de la Mission d'assistance des Nations Unies en Somalie, afin que celle-ci puisse continuer de jouer son rôle vital en Somalie. Je tiens également à remercier l'Ambassadeur Madeira de son exposé, et je salue la présence du Représentant permanent de la Somalie à la présente séance.

Je voudrais aujourd'hui me concentrer sur trois aspects de la situation en Somalie : les récentes élections, la menace terroriste posée par les Chabab et les graves crises humanitaires et économiques.

Premièrement, les États-Unis se félicitent de l'achèvement du processus électoral en Somalie. Nous félicitons le Président Hassan Sheikh Mohamud d'avoir remporté l'élection présidentielle, ainsi que tous les membres du Parlement qui ont été élus. C'est avec un plaisir particulier que nous félicitons la Vice-Présidente Saadia Samatar de son élection. Les États-Unis sont impatients de travailler en étroite collaboration avec les dirigeants nouvellement élus du pays pour contribuer à renforcer la gouvernance, à assurer la sécurité et à offrir des perspectives économiques au peuple somalien. Nous attendons avec intérêt la nomination en temps voulu et l'approbation par le Parlement du Premier Ministre et de son cabinet. Après plus de quatre années de luttes politiques intestines, la réconciliation entre

le Gouvernement national et les États membres de la fédération est essentielle pour que le pays retrouve une dynamique positive et puisse relever les graves défis auxquels il est confronté.

Deuxièmement, les Chabab continuent de représenter une grave menace. La terrible attaque perpétrée le 3 mai contre la base de la Force de défense nationale du Burundi à Ceel Baraf en est la preuve. Nous condamnons fermement cette attaque et présentons nos condoléances aux proches des victimes. La sécurité de la Somalie et celle de la région dépendent de notre volonté d'utiliser tous les outils à notre disposition pour lutter contre le terrorisme. Cela implique d'apporter un appui à l'ATMIS et aux forces de sécurité somaliennes. Cela implique d'utiliser le régime de sanctions concernant la Somalie pour inscrire sur la Liste les agents des Chabab, qui continuent de menacer la paix et la sécurité de la Somalie. Cela implique également de remédier aux conditions humanitaires épouvantables qui incitent à l'extrémisme.

Cela m'amène à mon troisième et dernier point. Le nouveau Gouvernement somalien doit s'attaquer à la situation humanitaire désastreuse, notamment au sort tragique des plus de 6 millions de personnes qui risquent de souffrir de la faim ou de la soif en raison de la sécheresse dévastatrice. Bien entendu, compte tenu de l'aggravation de la crise, c'est un problème qu'aucun pays ne peut régler seul, et dont la Somalie n'est pas la seule responsable.

Comme l'a fait remarquer le Secrétaire d'État Blinken au Conseil de sécurité la semaine dernière (voir S/PV.9036), si la guerre cruelle que la Russie mène par choix continue à empêcher le blé et d'autres denrées alimentaires d'arriver en Somalie, cela pourrait très bien mener le pays au bord de la famine. C'est pourquoi nous devons mobiliser le monde entier pour stimuler l'offre mondiale de produits alimentaires, renforcer la résilience alimentaire et fournir une aide humanitaire aux personnes qui en ont cruellement besoin.

Pour relever ce défi, nous avons organisé, la semaine dernière, une série de journées d'action sur la sécurité alimentaire mondiale. C'est pour cette raison que nous avons présenté une feuille de route pour la sécurité alimentaire mondiale, un appel à l'action, et nous sommes fiers des plus de 30 États Membres qui l'ont signée. C'est également la raison pour laquelle les États-Unis ont annoncé, à la fin du mois dernier, une aide supplémentaire de plus de 200 millions de dollars

pour répondre aux besoins humanitaires dans la Corne de l'Afrique.

Bien entendu, le bien-être économique de la Somalie est directement lié à la situation humanitaire, et dépendra de la capacité du pays de remplir les conditions requises pour atteindre le point d'achèvement au titre de l'Initiative en faveur des pays pauvres très endettés. Nous appelons le Président et le nouveau Gouvernement à entamer un dialogue avec les institutions financières internationales dès que possible pour s'assurer que ce processus reste sur la bonne voie.

Les États-Unis appuient fermement le peuple somalien. Nous voulons une Somalie qui dispose de vivres et d'eau en abondance et une Somalie qui jouisse d'une démocratie florissante et d'une grande prospérité. Travaillons tous ensemble pour appuyer le nouveau Gouvernement afin de l'aider à régler ces crises et à œuvrer pour des jours meilleurs.

Je reprends à présent mes fonctions de Présidente du Conseil.

J'appelle une fois de plus l'attention des orateurs et oratrices sur le paragraphe 22 de la note du Président publiée sous la cote S/2017/507, qui encourage tous les participants aux séances du Conseil de sécurité à faire leurs déclarations en cinq minutes ou moins, conformément à l'engagement du Conseil à faire un meilleur usage des séances publiques.

Je donne la parole au représentant de la Somalie.

M. Osman (Somalie) (*parle en anglais*) : Je tiens tout d'abord à vous féliciter, Madame la Présidente, pour l'accession de votre pays à la présidence du Conseil de sécurité pour le mois en cours, et je vous présente tous mes vœux de succès durant votre mandat. Je tiens à remercier les intervenants de leurs exposés sur l'évolution récente de la situation dans mon pays.

L'élection présidentielle a eu lieu à la veille du soixante-dix-neuvième anniversaire de la création du premier parti politique en Somalie, la Ligue de la jeunesse somalie, qui joua un rôle singulièrement déterminant dans l'accession de la Somalie à l'indépendance en 1960 et dans l'unité du pays. Ce faisant, la Ligue de la jeunesse somalie contribua également à créer une des premières démocraties d'Afrique. L'optimisme et l'espoir insufflés par la Ligue de la jeunesse somalie il y a près d'un siècle restent une grande source dans laquelle nous puisons notre optimisme aujourd'hui tandis que nous

nous employons à parvenir à la paix et à la prospérité, et, par conséquent, à construire un pays meilleur.

L'élection du Président Hassan Sheikh Mohamud s'inscrit dans notre tradition de longue date de passation de pouvoir pacifique en Afrique, dont nous sommes fiers. Le Président nouvellement élu et le Parlement sont maintenant prêts à continuer d'ancrer le fédéralisme et la réconciliation et à s'attaquer aux problèmes socioéconomiques, structurels et politiques auxquels des millions de femmes, d'hommes et d'enfants somaliens sont confrontés dans leur vie quotidienne. Ces tâches ne seront pas faciles, mais nous ne doutons pas que nos partenaires nous appuieront, en particulier pour ce qui est d'annuler les arriérés de la Somalie afin de nous permettre d'avancer en direction du point d'achèvement au titre de l'initiative d'allègement de la dette et de l'accès aux institutions financières internationales, qui sont des ingrédients essentiels au développement économique et à l'amélioration des conditions de vie du peuple somalien.

Le défi le plus pressant est bien entendu l'insécurité, autrement dit la menace des Chabab, qui ont causé d'importantes pertes en termes de vies humaines et de richesse en Somalie. Il ne fait aucun doute que si nous luttons efficacement contre les Chabab, c'est grâce à notre approche à plusieurs volets, qui est intégrée à notre stratégie politique. Les courageuses Forces nationales de sécurité somaliennes démantèlent les repaires et les réseaux financiers des Chabab, tandis que nous nous préparons à ce que la Mission de transition de l'Union africaine en Somalie nous confie l'entière responsabilité de la sécurité de notre pays, ce qui ouvrira la voie au retrait de la Mission d'ici à 2024, comme convenu. Je saisis cette occasion pour rendre hommage au personnel des pays fournisseurs de contingents ou de personnel de police et pour saluer les sacrifices consentis.

Comme les membres du Conseil le savent, mon pays est également confronté depuis longtemps à une crise humanitaire récurrente, à laquelle est venue s'ajouter, en 2020, la triple menace des inondations, des criquets pèlerins et de la maladie à coronavirus (COVID-19). Nous remercions nos partenaires humanitaires de l'appel généreux qu'ils ont récemment lancé pour nous aider à répondre aux besoins vitaux. Néanmoins, l'aide humanitaire ne peut à elle seule apporter une solution durable ou rentable aux chocs récurrents que subit la Somalie, car cela nécessite un investissement considérable dans le développement, par l'intermédiaire de notre plan de développement national, et le renforcement du lien entre l'aide humanitaire et l'aide au développement. C'est de cette manière qu'on nous aidera à tirer parti de notre système gouvernemental et à trouver des solutions à moyen et long terme pour atteindre les objectifs de développement durable et venir en aide à nos citoyens qui sont en situation de vulnérabilité.

Pour terminer, nous sommes déterminés à continuer de travailler ensemble pour surmonter de manière démocratique tous les obstacles qui se dressent sur notre chemin, conformément à notre Constitution. Nous tenons à remercier une fois encore l'Union africaine et l'ONU de leur appui indéfectible au peuple somalien, et nous nous réjouissons à la perspective d'oeuvrer avec les partenaires internationaux et régionaux pour faire de la Corne de l'Afrique une région pacifique, sûre et prospère.

La Présidente (*parle en anglais*) : Il n'y a pas d'autre orateur ou oratrice inscrit sur la liste. Je vais maintenant lever la séance afin que le Conseil puisse poursuivre l'examen de la question dans le cadre de consultations à huis clos.

La séance est levée à 16 h 50.